Habitat Cité

RAPPORT D'ACTIVITÉ 2018

Publié en mai 2019

Cette année, je souhaitais vous remercier pour la vitalité de Habitat-Cité. La richesse de notre association, ce sont les personnes qui la constituent : employés, adhérents, bénévoles, financeurs, conseil d'administration et surtout, bien sûr, nos bénéficiaires.

Aussi, je voudrais parler de notre capacité à mettre nos bénéficiaires au cœur de notre action. Que ce soit en France ou à l'étranger, nous mettons en œuvre une grande diversité d'actions. Nous nous efforçons de comprendre le contexte et les attentes des bénéficiaires afin de progresser ensemble, avec l'aide de nos partenaires. Nous proposons et nous adaptons nos actions à chaque situation en restant à l'écoute, tant dans la préparation d'un programme que dans sa réalisation.

Ce qui fait la force et la cohérence de nos actions c'est qu'à travers leurs diversités, elles s'inscrivent toutes dans l'objet de notre association : l'accès aux droits et à un logement digne pour tous, la lutte contre toutes les inégalités et une attention particulière à la situation des femmes.

Dans un contexte de développement de communautés globales et désincarnées, les associations qui privilégient les actions à hauteur d'homme et de femme sont indispensables. Nous rendons tangibles nos valeurs communes : les droits de l'Homme, le respect des libertés.

Avant de conclure, je pense à nos amis nicaraguayens et au programme qui s'est achevé. J'espère sincèrement que le Nicaragua retrouvera le chemin de la concorde et de la liberté.

J'ai aussi une pensée particulière pour Michèle Audeval qui nous a quittés en 2018 et qui a tellement contribué au développement de notre association,

Merci à chacun d'être présent et bonne assemblée générale.

Shanti-Paul Nguyên-Geslin,
président d'Habitat-Cité

Solidaires ici et là-bas

2018 est l'année de la reconnaissance de l'expertise d'Habitat-Cité dans des domaines variés comme l'auto-construction ou l'accompagnement à l'emploi, que ce soit à l'international ou en Ile-de-France.
L'année 2018 débute avec l'obtention d'un co-financement de l'Agence Française de Développement pour la mise en place d'un ambitieux projet d'amélioration de l'habitat et d'autonomisation des femmes au Nicaragua, au Salvador et en Haïti. Un palier franchi par Habitat-Cité ! Pour mener à bien ce projet, Habitat-Cité devra se conformer aux exigences administratives et comptables des grands bailleurs institutionnels et faire évoluer son organisation interne.
En Ile-de-France, l'établissement public territorial Est-Ensemble prend contact avec Habitat-Cité pour l'associer à leur projet déposé dans le cadre de l'appel à projet « 100% Inclusion », un dispositif novateur permettant aux demandeurs d'emploi d'acquérir des compétences « douces » non reconnues par les diplômes. L'association est désormais identifiée comme un organisme fiable et compétent dans le champ de la lutte contre l'exclusion, un état de fait qui résulte de plusieurs années d'actions multiples sur le territoire et de liens tissés avec les acteurs locaux.
Le projet de formation linguistique à visée professionnelle pour les demandeurs d'emploi, après deux années d'actions menées, affiche un bilan satisfaisant ; le public bénéficiaire et les prescripteurs souhaitent la poursuite de ce projet. La linguistique représente aujourd'hui une partie importante de l'activité d'Habitat-Cité au même titre que les actions pour l'habitat ou l'accès aux droits. Un éventail d'activités se développe : cours de français pour adultes, ateliers socio-linguistiques

pour les jeunes en attente de scolarisation. L'association intervient également auprès d'un nouveau public qu'elle ne connaissait pas : les mineurs non accompagnés (MNA).
En 2018, c'est aussi la fin des projets menés au Nicaragua. Après 15 années de collaboration avec AMNLAE Granada, son partenaire local, Habitat-Cité tourne une page. Ce partenariat, très important dans l'histoire de l'association, a permis à l'association de développer des compétences en termes d'implication des femmes dans la conception et la réalisation des projets d'habitat.
Mais la clôture des projets au Nicaragua ne signifie pas qu'Habitat-Cité cesse son combat auprès des femmes en situation de mal-logement. De nouvelles actions ont lieu en Haïti et au Salvador. 2019 sera l'occasion de capitaliser le travail de 15 années de partenariat au Nicaragua afin de partager la richesse des actions réalisées à destination des femmes et des populations des bidonvilles. Cette expérience a permis à Habitat-Cité et à AMNLAE de développer ensemble des compétences en termes d'implication des femmes dans la conception et la réalisation de projets d'habitat.
Enfin, l'ensemble des actions de l'association ne pourrait pas voir le jour sans la mobilisation au quotidien de l'équipe salariée et bénévole d'Habitat-Cité, avec le soutien du Conseil d'Administration. Les bénévoles sont chaque année plus nombreux à s'investir sur le long terme. Leur action aux côtés des salarié-es permet l'acquisition et la consolidation de nouvelles compétences et la mise en œuvre de projets pertinents, cohérents et pérennes.

Permanence d'accès aux droits et accompagnement individuel

Accueillir les personnes exclues des dispositifs existants

Les demandes que reçoit Habitat-Cité concernent tous les problèmes sociaux qu'affrontent les personnes russophones et roumanophones qui, avec ou sans-papiers, ne bénéficient d'aucune prise en charge ou d'une prise en charge très partielle :

- l'accès à la demande d'asile ou au droit au séjour
- l'accès à un hébergement ou à un logement
- l'accès aux soins
- l'accès à la scolarité ou à une formation
- l'accès au transport
- la demande d'une aide alimentaire ou de ressources financières

Avec toutes les réformes des procédures de l'asile, beaucoup de demandeurs d'asile n'ont jamais reçu de proposition d'hébergement, tous ont passé au moins quelques nuits dans la rue, même avec des enfants en bas âge, beaucoup n'ont jamais été aidés pour constituer leur dossier ou traduire le récit d'asile et certains n'ont jamais été autorisés à demander l'asile.
A côté des démarches administratives, des actions juridiques sont également entamées à la demande des personnes accueillies pour différents cas de litige : DAHO ou DALO sans proposition de logement, expulsion d'un logement, recours pour la demande d'asile, etc.

Droit d'asile et précarité

Parmi les tendances que l'on peut relever lors des permanences d'Habitat-Cité en 2018, on peut constater, pour ce qui est du public, un peu moins de Tchétchènes en proportion et plus de Géorgiens alors que ceux-ci sont de moins en moins russophones, ce qui pose problème pour bien comprendre leur situation ; beaucoup de « dublinés » , beaucoup de personnes malades, avec des problèmes d'ordre psychologique ou psychiatrique, des problèmes d'addiction.

Pour ce qui est des procédures, en 2018 Habitat-Cité a instruit moins de demandes d'asile,

mais plus de demandes de titres de séjour pour soins ainsi que de demandes d'admission exceptionnelle au séjour (régularisation). Il semble y avoir plus de refus et toujours plus de procédures d'exception pour les personnes soupçonnées de liens avec le terrorisme.
Une évolution dans la façon dont sont traités les dossiers de régularisation (admission exceptionnelle au séjour) dans certaines préfectures est à noter :

– une plus grande difficulté d'accès à la préfecture : pour les préfectures imposant de prendre rendez-vous sur internet, il est de plus en plus difficile d'obtenir ces rendez-vous par « manque de places disponibles ». Il faut écrire à la préfecture pour demander à être reçu ;
– une disparité de traitement selon les préfectures qui avait déjà cours auparavant ;
– des réponses plus rapides mais davantage de refus, y compris dans des cas qui semblaient ne présenter aucune objection ;
– des procédures de recours très longues qui bloquent au niveau de la demande d'aide juridictionnelle, avec plusieurs mois d'attente avant d'obtenir une décision du bureau de l'aide juridictionnelle et de pouvoir déposer le recours.

L'augmentation du nombre de refus et l'allongement du temps des recours ont pour conséquence directe l'augmentation de la durée pendant laquelle les personnes vivent sous un statut administratif vague ne leur donnant que peu de droits : hébergement ou vie à la rue, absence de prise en charge médicale, absence de ressources financières.

Une prise en charge de plus en plus longue pour l'hébergement d'urgence
Concernant l'hébergement, nous constatons une situation de plus en plus difficile, surtout dans certains départements comme le 92, avec plus de familles exclues de la prise en charge par le 115, en raison de critères plus stricts : les familles avec des enfants de plus de 3 ans ne sont plus considérées comme prioritaires. Des familles sont à la rue même en hiver. Et aucune amélioration pour les isolés et les couples sans enfants, même en cas de maladie grave nécessitant un accompagnement. Le temps passé à la rue par les personnes accompagnées par Habitat-Cité avant de se voir proposer une solution d'hébergement a été globalement plus long en 2018 qu'en 2017 et des critères qui étaient auparavant prioritaires (femmes enceintes, problèmes de santé, enfants en bas âge) ne semblent plus l'être pour une prise en charge rapide par le SIAO. Par conséquent, Habitat-Cité a dû recourir à des procédures comme le DAHO et le DALO plus souvent en 2018 qu'en 2017.
Fait nouveau, des familles en situation très difficiles, sans solution d'hébergement en Île-de-France, ont trouvé une solution en province. Si jusque-là, dans bien des cas, les personnes et les familles hébergées en CADA en province revenaient en Île-de-France lorsqu'elles se voyaient déboutées du droit d'asile et donc exclues de leur CADA, cette année plusieurs familles ont quitté l'agglomération parisienne pour d'autres régions qu'elles trouvaient plus accueillantes, en raison de la présence de réseaux de citoyens et d'associations solidaires, d'un comportement moins agressif des pouvoirs publics, et peut-être également en raison d'une pénurie locale de main d'œuvre favorisant l'accès à un emploi.

Faire valoir ses droits
En 2018, on constate que l'accès aux droits (santé, prestations sociales, éducation) est de plus en plus entravé par les institutions comme la CPAM, la CAF, les mairies, certains CCAS. Des dossiers se perdent et doivent être renvoyés plusieurs fois, des justificatifs sont demandés alors qu'ils ne figurent pas dans la liste des documents à fournir, rallongeant ainsi le délai de traitement, des documents sont exigés comme le titre de séjour pour les personnes de nationalité roumaine et bulgare alors que ces justificatifs n'ont plus à être demandés depuis le 1er janvier 2014. Ces situations ont amené l'association à recourir à des instances comme les conciliateurs ou les délégués des défenseurs des droits. Néanmoins, pour les personnes accompagnées, cela se traduit de plus en plus par une augmentation de la précarité.

En chiffres

- 450 personnes suivies pour l'accès aux droits (dont 90% sont russophones)
- 180 demandes de logement social (1ère demande, DALO, recours)
- 140 demandes d'hébergement d'urgence
- 200 procédures pour l'asile (Préfecture, OFPRA, CNDA, Conseil d'Etat)
- 220 procédures de régularisation
- 100 recours à une Obligation de quitter le territoire français (OQTF)
- 70 procédures juridiques diverses (famille, internement psychiatrique, pénal)
- 170 demandes pour les droits à l'assurance maladie
- 150 demandes d'aides financières auprès des départements
- 130 accompagnements avec interprétariat (Préfecture, avocats, juridictions, hôpital)
- 3 saisines du Conciliateur de la CPAM
- 150 dossiers de traduction (4 pages par document en moyenne) en partenariat avec le Comité Tchétchénie

« Témoignage
Passeport pour l'asile

Kristina, bénévole accès aux droits

Je suis étudiante à Sciences-Po Paris en droit de l'Homme. En 2018, la Clinique juridique de Sciences-Po a contacté Habitat-Cité pour que des étudiants travaillent sur un projet juridique lié à l'immigration. Nous sommes trois dans mon groupe. On fait une recherche sur les Tchétchènes « dublinés » * en Pologne et Habitat-Cité est notre partenaire. Pendant plusieurs mois, nous avons participé à la permanence d'accès aux droits d'Habitat-Cité à destination des russophones. Mes collègues ont déjà fini la permanence, ils travaillent sur le rapport, mais moi j'ai bien aimé et du coup je continue. Au début, je faisais surtout de la traduction, comme je parle russe, mais maintenant je suis autonome dans la réalisation des démarches. Je dirais que dans 80% des cas, les demandes sont d'ordre administratif : CAF, aide financière, les impôts. Parfois c'est pour la demande d'asile aussi, et parfois c'est juridique, comme la demande d'aide juridictionnelle. Les gens viennent aussi pour trouver une école, une université où ils peuvent s'inscrire, pour trouver une formation, pour demander la gratuité de la carte Navigo.

Les articles de loi, ce n'est pas quelque chose de réel : on les voit écrit mais on ne s'imagine pas comment ça marche en réalité. Par exemple, parfois il faut envoyer la demande d'asile avec les passeports originaux, par la poste. Je trouve ça assez bizarre. Si ça se perd… Chaque fois j'ai super peur, quand je vais à la poste, qu'ils les perdent quelque part. C'est quand même le seul papier qu'ils ont ! Je pense qu'il faut vraiment prendre contact avec les gens qui demandent l'asile pour voir les contraintes, ce qu'elles représentent.

Je pensais plutôt travailler dans les organisations internationales de type ONU ou IOM mais au final, à travers ce bénévolat, je me suis rendu compte que ce n'est pas pour moi : je préfère rester dans une ONG et travailler sur place, sur le terrain.

** Dubliné est un statut administratif qui s'applique à un demandeur d'asile lorsqu'il est arrivé dans un pays européen (par exemple la Pologne) et qu'il demande l'asile dans un autre pays européen (par exemple la France). Un délai s'applique pendant lequel le premier pays européen, dont dépend juridiquement le demandeur d'asile, accepte ou refuse de traiter la demande d'asile. Si le premier pays accepte de traiter la demande mais que le demandeur d'asile refuse, sachant que dans ce pays il a moins de chances d'obtenir le statut de réfugié, un délai de 18 mois s'applique pendant lequel le demandeur d'asile ne peut pas déposer de demande.*

Défense des occupants du squat de Pantin

Un commandement de quitter les lieux en 2018

Un commandement de quitter les lieux a été reçu par les occupants du squat début 2018. Malgré une réunion de concertation avec le propriétaire de la parcelle, à laquelle les habitants n'étaient pas conviés, aucune solution intermédiaire n'a pu être trouvée car les démarches auprès du tribunal étaient déjà entamées.

Les habitants ont affirmé comprendre que le propriétaire souhaitait récupérer la parcelle pour entamer les travaux. Ils souhaitaient cependant obtenir un délai pour pouvoir trouver des solutions de relogement. Leur crainte était d'être expulsés au petit matin sans pouvoir rassembler leurs affaires, aussi bien les papiers qui sont précieux pour ceux qui doivent témoigner régulièrement de leur présence en France, que les effets personnels, souvent seuls objets qui les rattachent à leur pays et leur famille.

Défense des occupants

La menace de l'expulsion a été le moteur d'une très forte mobilisation de la part des habitants, qui ont décidé de s'unir pour défendre leur lieu de vie et revendiquer leur droit à un toit. L'enjeu était de taille puisqu'une expulsion immédiate aurait été synonyme pour tous de remise à la rue. Les habitants ont été très actifs dans la préparation de l'audience. La réaction des habitants a été collective et dynamique. Sur les vingt-trois personnes visées par la procédure, une quinzaine s'est déplacée lors de l'audience pour rencontrer la Présidente et soutenir leur avocate. Les habitants ont finalement obtenu gain de cause auprès du Tribunal d'Instance de Pantin, qui a décidé d'annuler définitivement la procédure d'expulsion en référé, au motif que l'assignation à expulsion doit être réalisée non en référé mais sur le fond. L'avocate des occupants avait soulevé le fait que l'urgence pour l'expulsion n'était pas caractérisée et elle a été suivie par le juge des référés.

Le suivi pour l'accès aux droits

Les habitants ont été régulièrement suivis par les chargés de mission de l'association pour leurs démarches d'accès aux droits en mettant particulièrement l'accent sur la demande

d'asile et le droit au séjour (demande de titre de séjour), l'accès à l'hébergement et au logement. Durant tout 2018, afin d'instaurer plus de régularité dans le suivi social, une permanence dédiée uniquement aux habitants du squat a été ouverte certains vendredis après-midi à partir de 14h.

« Témoignage
Un logement pour Noël

Anzor, Tchétchène, arrivé en France en 2012

Anzor a 35 ans, il est venu en France avec ses parents en 2012. La famille a fui la Tchétchénie durant la deuxième guerre russo-tchétchène au tout début des années 2000. Déplacée dans une république voisine de la Fédération de Russie, la famille a reçu une promesse de protection de la part d'une mission du Comité international de la Croix rouge et de l'UNHCR. La famille a demandé l'asile en Norvège mais elle a reçu une décision de rejet. Ils ont donc quitté la Norvège et sont arrivés en France en 2012. Lorsqu'ils ont tenté de déposer une demande d'asile en France, ils ont été placés en procédure Dublin. Refusant de retourner en Norvège, pour ne pas être renvoyés en Russie, ils ont dû attendre un an et demi dans l'illégalité, sans recevoir aucune aide sauf l'hébergement du 115. En 2013, ils ont pu déposer leur demande d'asile et l'OFPRA a considéré que la protection promise par le CICR et l'UNHCR en 2002 suffisait pour justifier du bien-fondé de leur demande d'asile. Ils se sont donc vu reconnaître le statut de réfugié en France en 2015 et ont obtenu chacun une carte de séjour de dix ans les autorisant à travailler. Cependant, ils n'avaient pas bénéficié de cours de français jusque-là et le père d'Anzor est tombé gravement malade. Seule sa mère a trouvé du travail comme femme de ménage dans des hôtels.

Après avoir obtenu son titre de séjour, c'est donc elle qui a déposé une demande de logement social à la mairie en 2015. Depuis leur arrivée en France, ils ont toujours vécu à l'hôtel, à trois dans une seule chambre sans cuisine, prise en charge par le Samu social ou la CAFDA.

En 2016, aidée par Habitat-Cité, la mère d'Anzor a déposé un recours auprès de la Commission DALO qui l'a reconnue prioritaire pour l'attribution d'un logement. Six mois après cette décision, aucune proposition de logement n'ayant été faite, elle a déposé, avec l'assistance d'une avocate rencontrée lors d'une permanence logement à Habitat-Cité, un recours en injonction devant le tribunal administratif qui a ordonné au préfet en 2017 de mettre en œuvre la décision de la commission DALO. Un an après, en octobre 2018, alors que le SIAO menaçait de mettre fin à la prise en charge de la famille, la mère d'Anzor a reçu une proposition de logement en Seine-et-Marne. La décision est arrivée comme un cadeau de Noël et la famille a reçu les clefs de son appartement le 26 décembre 2018.

Permanence sur le droit du travail

Les démarches ont été globalement les mêmes qu'en 2017 : analyse des situations et des documents, conseils sur le droit du travail, courriers et emails à destination des employeurs pour régler une situation à l'amiable, suivi des échanges et compléments de réponse, orientation vers des défenseurs syndicaux en cas de contentieux.

Les principales raisons pour lesquelles les personnes viennent consulter sont les licenciements sans cause réelle et sérieuse et vices dans la procédure de licenciement, les indemnités dues en fin de contrat mal calculées (indemnité de rupture conventionnelle, indemnité de congés payés), le harcèlement moral, le non-respect de la durée de travail contractuelle et de l'obligation d'enregistrer la durée de travail, les erreurs dans la transmission des documents en fin de contrat, le non-paiement des heures supplémentaires et de certaines indemnités, le travail dissimulé ou partiellement dissimulé ainsi que les questions sur les critères de régularisation par le travail.
La nouveauté 2018 a été la réalisation de dossiers pour les Prud'hommes. Un dossier a été préparé et déposé, une décision de départage a été rendue. Un juge départiteur va rejuger l'affaire et il tranchera. Un autre dossier Prud'hommes est en cours de préparation et la préparation de deux autres dossiers sera lancée début 2019 en lien avec un défenseur syndical et un avocat.
Une recherche de nouveaux collaborateurs en la personne des défenseurs syndicaux a été lancée pour pouvoir mener à bien la préparation de ces nouveaux dossiers.

En chiffres

- 15 permanences effectuées
- 32 bénéficiaires, dont 6 reçus à plusieurs reprises
- 70% des personnes accueillies sont des femmes
- 2 dossiers en contentieux auprès des Prud'hommes

« Témoignage

Faire valoir ses droits en tant que salariée

Laura, Roumaine, en France depuis 2013

Laura est arrivée en France seule en 2013, avant d'être rejointe par son mari 6 mois plus tard. Ils vivaient dans une caravane en région parisienne avant d'être expulsés par la police. Ils décident alors de vivre chez une tante et font régulièrement des allers-retours entre la France et la Roumanie. Laura travaille un peu au marché, en attendant de trouver un travail plus régulier.

Fin 2016, elle est enceinte et obtient une place en hôtel 115. Son compagnon et elle n'ont, à l'époque, aucune ressource. En octobre 2017, elle trouve un emploi à temps partiel dans une entreprise de nettoyage pour laquelle elle travaille 4 mois. Elle constate que ses heures supplémentaires ne lui sont pas payées et ses ressources sont alors loin de suffire pour les besoins de la famille. Il leur est notamment très difficile avec leurs ressources de quitter l'hébergement d'urgence, exigu compte tenu de la taille de la famille, pour aller vers un logement social. L'employeur change également de façon intempestive le planning de travail, amenant Laura à un état d'épuisement entre ses longs déplacements et la garde de son enfant. Elle part et trouve un autre emploi dans le secteur du nettoyage, où elle restera un an et demi.

Habitat-Cité, qui suit déjà Laura pour ses démarches d'accès aux droits, la dirige vers sa permanence sur le droit du travail, afin de voir comment récupérer le montant des heures supplémentaires non payées. Laura donne son accord pour que l'équipe salariée et bénévole d'Habitat-Cité monte un dossier auprès des Prud'hommes. Habitat-Cité fait également appel à un conseiller syndical pour défendre gratuitement Laura à l'audience qui a lieu en novembre 2018. Il y a eu égalité des voix des juges, entre ceux qui se sont prononcés en faveur de Laura et ceux qui ont donné raison à l'employeur. Un juge départiteur est nommé pour départager les avis et à l'heure actuelle, la date de l'audience n'a pas encore été communiquée.

Laura travaille depuis peu dans une entreprise d'intérim qui lui permet de travailler comme préparatrice de commandes. Les ressources de la famille sont plus importantes et une proposition de visite d'un logement social en mars 2019 leur a été faite.

« Témoignage

« L'accès au droit du travail s'ancre dans de tristes réalités »

Antoine, bénévole juriste - droit du travail

En septembre 2017, j'ai mis sur pied, avec l'aide de Mihaela (une salariée d'Habitat-Cité), la permanence pour l'accès au droit du travail qui se tient un jeudi sur deux, à la maison de quartier Mairie-Ourcq à Pantin. Travaillant toujours en binôme, nous recevons entre deux et quatre personnes à chaque séance. Le genre de dossier que nous traitons varie grandement : des cas de licenciement, de formation professionnelle, de congé de maternité, d'exploitation, etc. Depuis fin 2018, nous avons même commencé à prendre en charge des dossiers prud'hommes.Deux jeunes juristes bénévoles ont d'ailleurs rejoint l'équipe récemment ; la permanence vit une vraie montée en puissance.

Cette montée, malheureusement, est nécessaire. Le droit du travail s'applique, en théorie, à tous et toutes et des services publics existent pour s'assurer qu'il soit respecté. Or, cet idéal égalitaire, dans les faits, on s'en éloigne… La coupe de postes et le remplacement d'employés par des systèmes de communication automatisés, spécifiquement, rendent les services en question toujours plus difficiles à obtenir. De surcroît, les délais de traitement des litiges vont toujours en s'accroissant alors même que de nouvelles coupes sont prévues sur ce front de la fonction publique.

La permanence est spécifique dans le sens où elle s'adresse prioritairement à des étrangers travaillant en France et nécessite de connaître certains aspects du droit des étrangers. Environ deux tiers des bénéficiaires sont des femmes. La plupart des personnes rencontrées en permanence sont issues des secteurs de la restauration, de la propreté et de la sécurité, où travaillent majoritairement des étrangers. Beaucoup de personnes, par exemple, se font engager à temps partiel, se font rémunérer en conséquence mais font tellement d'heures dans le mois que leur salaire horaire est en réalité en-dessous du SMIC. La plupart des gens dans cette situation ne pensent même pas à obtenir des conseils légaux. C'est un peu comme s'ils avaient intériorisé l'exploitation, comme si c'était normal de vivre dans la précarité. Alors le besoin d'améliorer l'accès au droit du travail s'ancre dans de bien tristes réalités. On ne peut qu'espérer que la tendance s'inverse rapidement !

Accompagnement individuel vers l'emploi

En 2018, 42 personnes ont été suivies pour un accompagnement vers l'emploi, dont deux tiers ont également été accompagnées sur d'autres thématiques d'accès aux droits.
Environ la moitié sont des personnes nouvellement suivies par Habitat-Cité. Elles ont été orientées majoritairement par d'anciens bénéficiaires, par des particuliers ou par des partenaires sociaux. Le bouche à oreille est le principal vecteur pour le suivi de nouveaux bénéficiaires, l'association n'ayant pas les ressources humaines pour suivre un nombre important de personnes.

Cette année, 12 personnes sont entrées en emploi :
- 7 sur le marché classique en CDD
- 5 dans le cadre de l'IAE en CDDI

Un changement significatif a eu lieu en terme d'entrées en emploi. Le nombre de personnes qui ont obtenu un emploi sur le marché classique a augmenté alors qu'il était très minoritaire les années précédentes, l'essentiel des entrées en emploi se faisant dans le cadre de l'insertion par l'activité économique (IAE). Ce changement s'explique par l'organisation de rencontres plus fréquentes avec les employeurs du marché classique.

Le renforcement des liens avec les autres acteurs sociaux intervenant dans l'accompagnement des personnes a été un autre objectif, non seulement par des échanges téléphoniques, mais aussi par des rencontres physiques. Ce rapprochement a permis de mutualiser les informations concernant les personnes suivies en commun avec d'autres services comme le PLIE d'Est-Ensemble ou le CHRS les Pyrénées Emmaüs. Si une structure partenaire suit une personne sur les questions de logement et d'accès aux droits, Habitat-Cité se charge en complément de l'insertion professionnelle et vice-versa.

« Témoignage

L'entrée en emploi par le biais de l'insertion par l'activité économique

Mourad, Algérien, en France depuis 2015
Mourad a été scolarisé en Algérie jusqu'au collège puis il a passé un CAP de peintre en bâtiment puis un autre CAP dans le domaine du travail du bois. Il a travaillé de 2008 à 2014 en Algérie avant d'arriver en France en 2015 avec sa femme et ses enfants. En France, il a du mal à trouver un emploi. Il aimerait réaliser une formation de plombier mais pour cela il faut avoir un certain niveau de français. Il avait trouvé une formation linguistique à Rosny mais il n'est pas été pris car il habite trop loin.

Il est orienté en 2017 par son conseiller emploi afin de participer à la formation linguistique à visée professionnelle que propose Habitat-Cité. Il souhaite travailler surtout sur l'oral qu'il identifie comme un problème pour décrocher un emploi mais l'équipe remarque également qu'il lit lentement et ne comprend pas une partie du texte. Mourad est donc inscrit dans le groupe A1.1, pour les personnes peu scolarisées ou qui nécessitent un travail approfondi sur les bases de l'écrit, qu'il commence en février 2018. Il doit s'organiser pour faire garder son enfant afin de pouvoir assister aux cours qui ont lieu en matinée.

Mourad n'a pas terminé la formation, il a cessé de venir aux cours en mai, en partie à cause de problèmes de garde de son enfant. Cependant, en juin des places sont disponibles au sein de l'entreprise d'insertion Trio pour un poste d'agent de tri. Habitat-Cité envoie alors sa candidature qui est acceptée. Il commence à travailler en CDD les jours qui suivent. Si ce premier contrat se passe bien, Mourad pourra envisager une embauche en CDI.

En chiffres

- 42 personnes suivies sur l'accompagnement à l'emploi
- Les 2/3 ont aussi été accompagnées sur d'autres thématiques de l'accès aux droits
- Près de la moitié sont des nouveaux bénéficiaires
- 49 candidatures ont été envoyées et 15 orientations réalisées vers des employeurs
- 29% ont trouvé un emploi

Permanence d'accès à l'emploi pour les réfugiés politiques

Cette permanence est réalisée depuis 2017 à destination des résidents du Centre d'Hébergement d'Urgence (CHU) d'Aurore au Pré Saint-Gervais, des hommes ayant obtenu le statut de réfugié politique. L'objectif est d'accompagner ces personnes dans la recherche d'une formation ou d'un travail.

Lors des permanences, la salariée et la bénévole, arabophone, réalisent diverses tâches: réalisation de CV et bilans professionnels, valorisation du parcours des personnes, suggestion de pistes d'orientation par rapport aux expériences professionnelles antérieures, élaboration de fiches IAE (partie orientation) et explication des avantages du dispositif de l'IAE, recherche d'offres d'emploi et orientation vers des employeurs de l'IAE ou du marché de travail classique pour dépôt de candidatures, aide à la recherche de formations professionnelles et linguistiques.
Trois personnes ont été orientées vers les formations linguistiques à visée professionnelle dispensées par Habitat-Cité.

La difficulté principale réside dans le fait que les personnes reçues en permanence ne reviennent pas pour un suivi régulier. C'est l'objectif à atteindre pour 2019 en lien avec le CHU.

En chiffres

- 21 permanences effectuées
- 57 bénéficiaires, des hommes réfugiés politiques
- 50 CV réalisés
- 15 informations sur le dispositif IAE
- 12 orientations vers des employeurs IAE
- 3 orientations vers des formations professionnelles et linguistiques
- 3 entrées en emploi

Formations Linguistiques à visée professionnelle

Des demandeurs d'emploi en précarité

Les Formations linguistiques à visée professionnelle ont débuté en janvier 2017 au sein d'Habitat-Cité. Elles sont destinées aux demandeurs d'emploi, inscrits au Pôle emploi ou à la mission locale, qui rencontrent des difficultés avec le français dans le cadre de leur recherche d'emploi ou de formations professionnelles. En 2018, 5 sessions de formation accueillant chacune une douzaine de stagiaires se sont déroulées.

Les stagiaires de la formation sont dans des situations diverses : reconversion suite à une maladie professionnelle, un accident ou à un licenciement, francophones peu scolarisés dans leur pays d'origine séjournant depuis plusieurs décennies en France, primo-arrivants qui maîtrisent encore peu le français à l'écrit et à l'oral. Beaucoup de stagiaires se retrouvent dans une situation de logement ou de santé difficile du fait du chômage, qui s'avère souvent être de longue durée.
Ces personnes sont généralement orientées par différents prescripteurs du territoire de la Seine-Saint-Denis et de Paris : des conseillers en insertion professionnelle du Pôle emploi, de la mission locale ou de Cap emploi, les services RSA, des Centres d'Hébergement d'Urgence ou encore des associations.

Une formation alliant apprentissage de la langue et actions vers l'emploi

Les groupes en 2018 ont été organisés par niveau de français, allant du A1.1 (post-alphabétisation) au B1 (niveau avancé).

Ces formations linguistiques intensives à visée professionnelle comprennent :
- 250 heures de français à raison de 4 demi-journées par semaine
- Un accompagnement et suivi individuel dans le projet professionnel et la recherche d'emploi
- 3 ateliers collectifs emploi avec une partie théorique sur le droit du travail en France et une simulation à un entretien professionnel
- 3 visites d'entreprise

Les visites en entreprise ont été organisées en majorité auprès d'entreprises d'insertion par l'Activité Économique (IAE) favorisant l'emploi de personnes en grandes difficultés économiques et sociales, éloignées de l'emploi. Certains secteurs étaient plutôt conventionnels : restauration collective, aide à domicile, tri de vêtements. D'autres ont permis aux stagiaires de découvrir des secteurs qu'ils n'imaginaient pas : confection de confitures, agriculture urbaine de micro-pousses, création de mobilier à partir de matériaux de récupération. Plusieurs candidatures ont été déposées suite à ces visites et une personne a été embauchée dans l'une des entreprises visitées. Les candidats sont aussi orientés vers des SIAE avec lesquelles Habitat-Cité a noué des relations, au gré des places disponibles.
Objectif : obtenir un premier diplôme.

A la fin de chaque formation, l'association inscrit les stagiaires aux épreuves pour l'obten-

tion du Diplôme Initial de Langue Française (DILF) ou Diplôme d'Etude de la Langue Française (DELF) selon le niveau. Ces examens de l'éducation nationale reconnus au niveau national sont exigés dans le cas d'une inscription à une formation qualifiante ou peuvent être demandés par un employeur pour s'assurer du niveau de français acquis.

Ces diplômes revêtent une grande importance car ils sont parfois le premier diplôme obtenu en France, voire, pour certains qui n'ont pas été scolarisés, le premier diplôme de leur vie. Le taux des stagiaires qui ont réussi leur examen est très élevé puisque 94% des personnes inscrites ont obtenu leur diplôme. Il y a en général peu de risques d'échec si la personne a été assidue durant la formation. Habitat-Cité préfère d'ailleurs différer l'inscription à l'examen pour éviter de mettre la personne en échec ; il vaut mieux attendre un peu plus longtemps pour être bien préparé.

Le logement et la santé : des freins à la formation

Certains stagiaires rencontrent des difficultés sociales importantes qu'elles soient financières, familiales ou de santé. Ce qui a parfois pu entraîner pour les stagiaires des retards, des absences ou des difficultés à rester concentrés en cours, freinant leur progression. Les salariés d'Habitat-Cité ont accompagné certains stagiaires à la fois dans leurs démarches pour trouver un logement mais également pour chercher un travail. A l'avenir, Habitat-Cité aimerait renforcer l'accompagnement pour l'accès aux droits des stagiaires afin qu'il soit proposé à tous.

En chiffres

- 5 sessions de formation
- 57 personnes inscrites
- 78% ont terminé la formation
- 94% ont obtenu un diplôme (DILF ou DELF)
- 20% ont intégré un travail ou une formation professionnelle dans les 6 mois qui ont suivi

« Témoignage

Apprendre le français, une étape dans un parcours d'insertion

Sherin, Bangladaise, en France depuis 2014

Sherin vient du Bangladesh, elle est de confession musulmane. Dans son pays, elle travaillait pour une ONG auprès d'enfants dans une école. Le parti politique musulman du gouvernement bangladais lui a demandé d'arrêter son travail sur le prétexte qu'une femme musulmane ne peut pas travailler. Elle refuse et décide de quitter le Bangladesh. Elle arrive à Paris en 2014 et demande l'asile politique en France qui, selon elle, l'accorde plus facilement en comparaison à d'autres pays européens. Elle obtient le statut de réfugiée politique la même année.

A Paris, elle rencontre son compagnon actuel. Tout a été difficile à obtenir en arrivant : le logement, les papiers… Pour la langue, "c'est moins grave, ça se fait petit à petit". En 2016, elle trouve un appartement et s'installe avec son compagnon, en France depuis 2003, et la fille de celui-ci.

Le référent RSA de Sherin à la Maison de l'emploi de Pantin a envoyé sa candidature à Habitat-Cité pour suivre une formation linguistique. Avant cela, elle avait obtenu le niveau A1.1 (post-alphabétisation) avec les heures de cours obligatoires de l'Office Français de l'Immigration et de l'Intégration (OFII). Elle intègre alors la formation d'Habitat-Cité début septembre 2018 pour préparer le niveau de français supérieur A1 (débutant). Sherin et son mari ont également bénéficié d'un rendez-vous avec un salarié d'Habitat-Cité afin d'effectuer une demande de logement social, leur appartement étant trop cher pour leurs revenus actuels.

Sherin manque encore de confiance en elle. En groupe, elle a plus de mal à s'exprimer. Elle souhaite donc entamer une nouvelle formation linguistique (niveau A2) avant de rechercher un travail en tant que caissière. Elle a passé l'examen du DELF A1 en janvier 2019 et a obtenu son diplôme.

Cours de français pour adultes

C'est la troisième année qu'Habitat-Cité mène les cours de français pour un public d'adultes étrangers. Durant l'année 2018, cinq cours de niveaux différents se sont déroulés dans trois maisons de quartier de Pantin :

• Des cours d'alphabétisation et post-alphabétisation le matin à raison de deux fois 1h30 par semaine

• Des cours de Français Langue Etrangère (FLE) de niveaux différents à raison de deux fois 2 heures par semaine :

- Niveau grand débutant en journée
- Niveau intermédiaire en soirée

Former les bénévoles pour mieux accompagner les apprenants

Les cours sont assurés par 7 bénévoles formés par Habitat-Cité et par une prestataire pour l'un des groupes. Une formation de formateur de 3 demi-journées a été organisée et animée par le CEFIL, organisme spécialisé dans la formation de formateurs dans le champ du FLE, entre octobre et novembre 2018. Celle-ci a permis de former 7 bénévoles et 2 salariées sur "la préparation des apprenants à une certification de français". Cette formation permettra aux bénévoles de pouvoir préparer les apprenants qui le souhaitent au passage d'un examen pour l'obtention d'une certification en langue française.

Une action qui a le vent en poupe !

Grâce à la motivation des bénévoles et à la confiance des partenaires, les cours de FLE ont pris une ampleur telle qu'ils sont devenus une des actions majeures d'Habitat-Cité pour l'insertion des étrangers. Le nombre d'inscrits aux cours pour adultes a quasiment doublé. La Mairie de Pantin a sollicité Habitat-Cité pour animer des cours de français à l'intention des résidents du centre Adoma aux Quatre Chemins en 2019, action qui est rémunérée par l'association des résidents.

En chiffres

• 165 personnes inscrites aux cours pour adultes

• Parmi elles, environ 113 personnes ont été assidues soit 68%

• Plus de 20 nationalités différentes

• Un atelier informatique en soirée de janvier à juin

• 12 heures de formation collective pour les bénévoles

« Témoignage

« Les cours de français, un exercice d'équilibriste »

Camille, bénévole pour les cours de français

Il y a maintenant trois ans que je m'implique avec Habitat-Cité, dans le cadre des cours de français. J'assure les cours du soir, une fois par semaine, pour des personnes arrivées récemment en France dont le niveau oscille grandement. Les cours ont lieu dans les locaux de la maison de quartier de Pantin, au cœur d'une grande cité HLM. En face se trouve l'entreprise Hermès, la marque de maroquinerie de luxe. Pour moi, ce genre de paradoxe, c'est la réalité de Pantin, une réalité qui trouve son écho dans la grande diversité culturelle des personnes à qui j'enseigne.

Le but des cours est de donner aux apprenants les clés pour qu'ils puissent mieux se débrouiller dans leur quotidien, à savoir : aller faire les courses, demander des aides financières à différents organismes, suivre la scolarité de leurs enfants, etc. Nous visons vraiment le quotidien. Pour chaque séance, je choisis un thème, comme « aller chez le docteur », et j'exploite ce thème pour le vocabulaire mais aussi pour explorer une règle de grammaire. C'est toujours un exercice d'équilibriste de faire des cours pour que les plus forts ne s'ennuient pas et que les plus faibles puissent suivre.

Les années passées, le groupe se morcelait au fil de l'année et on finissait avec une ou deux personnes. Cette année, il y a un bon noyau de personnes qui persévère. C'est inspirant de voir des liens sociaux se tisser sous mes yeux. Pour certaines personnes, de tels liens sont difficiles à créer et maintenir, alors c'est important. Quand le cours finit, par exemple, je vois quatre femmes bras dessus bras dessous qui papotent jusqu'au métro et qui marchent très lentement pour faire durer le moment. Si cette belle ambiance peut contribuer à la progression des apprenants, c'est d'une pierre deux coups.

Si je devais résumer, chaque lundi soir, le cours de français, pour moi, c'est le pied !

Ateliers socio-linguistiques pour jeunes en attente de scolarisation

Nouveau public : les mineurs non accompagnés
Tous les vendredis matins, à la bibliothèque Elsa Triolet à Pantin, Habitat-Cité propose à des adolescents en attente de scolarisation des ateliers socio-linguistiques (ASL). Les participants à ces ateliers sont en grande majorité des garçons qui viennent des quatre coins du monde : Mali, Moldavie, Soudan, Venezuela, Guinée-Bissau, Maroc ou encore de Chine. Certains sont venus en France avec leurs parents, d'autres sont seuls, ce sont des mineurs non accompagnés (MNA). Bien souvent, ces derniers n'ont pas d'hébergement stable et ils dorment parfois dans la rue. Ils sont orientés par le Centre d'information et d'Orientation (CIO) de Pantin ou par Médecins Sans Frontière qui a ouvert fin 2017 un centre d'accueil pour les mineurs non accompagnés à Pantin.

Les ASL : Un espace de socialisation
Chaque semaine, le groupe est différent, certains adolescents viennent pendant une ou deux semaines, d'autres assistent aux ateliers pendant plusieurs mois. Pour permettre l'accueil à chaque séance de nouvelles personnes, les ateliers sont conçus non de façon linéaire mais abordent à chaque fois un thème différent. L'objectif de ces accueils est de leur donner des notions de la langue française en attendant leur scolarisation, une procédure qui peut parfois durer plusieurs mois. Pour les MNA, il n'est souvent même pas question de scolarisation car ils sont en attente de leur reconnaissance de minorité avant de pouvoir entamer une quelconque démarche. Les ateliers pour les MNA ont donc une fonction sociale, visant en particulier à rompre l'isolement, et leur transmettre des notions de langue pour se débrouiller au quotidien.
Outre la disparité des situations familiales et administratives, les ateliers font participer des jeunes ayant des niveaux de français très variés : certains parlent français mais ne maîtrisent pas l'écriture, d'autres ne parlent pas un mot de français mais ont un bon niveau d'étude.

Deux salariées et deux bénévoles d'Habitat-Cité se relaient pour assurer les ateliers socio-linguistiques avec la participation, à chaque séance, d'un ou une bibliothécaire. Cette animation en binôme permet d'être à l'écoute et de repérer les besoins particuliers ou les difficultés des adolescents pour écrire ou pour participer à certaines activités. Par ailleurs, les participants peuvent emprunter des livres et participer à des actions proposées dans le cadre de la programmation des bibliothèques de Pantin comme des ateliers de conversation ou des actions culturelles. Les bibliothèques sont ainsi présentées aux adolescents comme un lieu public d'accueil, un lieu de socialisation et un lieu ressource.

De nouveaux ateliers fin 2018
Devant le succès enregistré par les ateliers et l'importante fréquentation en 2018 – les jeunes étaient parfois plus de dix-sept à se présenter aux ateliers - la bibliothèque de Pantin a proposé à Habitat-Cité en fin d'année de réaliser une deuxième séance d'atelier socio-linguistique le mardi après-midi. Depuis le mois de septembre 2018, Habitat-Cité anime donc deux ateliers par semaine, ce qui permet d'accueillir plus d'adolescents.

En chiffres

- 53 ateliers socio-linguistiques réalisés
- 100 jeunes ont participé aux ateliers

Focus : Crise politique au Nicaragua et clôture des programmes

En avril 2018, la situation calme et paisible du Nicaragua bascule. Suite à l'annonce du gouvernement nicaraguayen de sa décision de réformer le système de sécurité sociale et de retraite, des opposants à cette réforme ont manifesté dans tout le pays. Depuis le 18 avril 2018, le gouvernement et les forces de l'ordre ont exercé de violentes répressions contre les manifestants. La Commission Interaméricaine des Droits Humains (CIDH) dénombrait plus de 300 morts en août 2018 et plus de 2000 blessés, des personnes emprisonnées arbitrairement et torturées, des disparus. Le Président Daniel Ortega a mis fin à une mission du haut-commissariat des Nations Unies pour les droits de l'Homme le 1er septembre 2018. L'implication politique d'AMNLAE Granada et son soutien au gouvernement nicaraguayen ne posaient pas de problèmes autrefois dans un contexte de stabilité politique. Cependant, alors que le gouvernement de Daniel Ortega allait à l'encontre du respect des droits de l'homme, Habitat-Cité pouvait difficilement poursuivre ce partenariat. Par ailleurs, les actions ne pouvaient plus être réalisées dans de bonnes conditions dans les quartiers en raison du climat d'insécurité qui y régnait et le suivi des activités était devenu très difficile.
Après plusieurs mois d'observation et de discussion en interne, l'équipe d'Habitat-Cité a décidé de mettre un terme à sa collaboration avec AMNLAE au Nicaragua. L'ensemble des bailleurs ont donné leur accord pour clôturer les projets à la fin 2018.
Benjamin Bourdon, en volontariat (VSI) au Nicaragua au début de l'année, était en congé en France en mai 2018 et n'a pas pu retourner au Nicaragua. D'un commun accord avec lui et la Guilde Européenne du Raid, il a été affecté à une mission en Haïti à partir de juillet 2018.

« Echange de pratiques: cuisinières écologiques, potagers et vergers familiaux »

Le projet « Echange de pratiques : cuisinières écologiques, potagers et vergers familiaux » co-financé par la Fondation Raja Danièle Marcovici en est à sa deuxième année de mise en œuvre.
Cette année 2018, les deux formatrices en construction en terre de Pantanal, Lucia Vega et Trinidad Vega, ont accompagné 25 nouvelles femmes du territoire de La Laguna dans la réalisation de leurs cuisinières écologiques. 70 femmes de La Laguna ont été accompagnées par AMNLAE Granada dans la création de jardins potagers et 1 200 arbres ont été plantés dans cette localité.

En chiffres

- 25 nouvelles femmes de La Laguna accompagnées
- 25 cuisinières écologiques réalisées
- 70 femmes accompagnées dans la création de 70 jardins potagers et 1 200 arbres plantés

« Témoignage

Gagner du temps avec une cuisinière écologique

Marisol, Nicaraguayenne, bénéficiaire d'une cuisinière écologique, zone rurale de La Laguna 2

Marisol est l'une des bénéficiaires du projet de construction de cuisinières écologiques. Ce sont des femmes du quartier de Pantanal, qui ont été formées par le passé et qui sont devenues à leur tour formatrices, qui ont organisé les séances de travail avec les femmes de La Laguna 2. Marisol raconte comment s'est déroulée la phase de construction. « On a défini la zone de travail, on l'a nettoyée. Ensuite elles ont apporté le matériel pour réaliser les briques d'adobe. Tout le monde a haché la paille. Puis on a fait le mélange avec la « talpuja » , le sable, la terre et la paille. On l'a pétri puis on l'a laissé reposer une journée. Lorsqu'on a fait les 1 500 briques nécessaires, on est allées de maison en maison pour construire les cuisinières. Pour moi ce fut un succès total et je suis très fière de ce projet. »

Les cuisinières écologiques apportent plusieurs avantages aux femmes qui les utilisent quotidiennement. «D'abord, je n'inhale plus la fumée de la cuisinière. Les fumées sont nocives pour la santé. Ensuite, je gagne du temps. Avant, avec la cuisinière « normale » je devais me lever à 3 heures du matin et à 5 heures le repas n'était toujours pas prêt. Maintenant, je me lève à 4 heures et à 5 heures le repas est prêt. Pourquoi ? Parce que maintenant, je peux mettre 4 casseroles en même temps sur la cuisinière. Et pour le bois, je n'en utilise plus autant qu'auparavant. »

L'objectif du projet était également de permettre aux femmes d'acquérir les compétences leur permettant de reproduire les cuisinières sans l'aide des formatrices. « Je pense que si je devais la construire à nouveau, si quelqu'un en avait besoin, je serais capable de la construire. »

« Témoignage

« On va leur montrer qu'on est capables »

Trinidad, formatrice en construction en adobe à AMNLAE Granada

J'ai participé en 2013 avec 17 autres femmes de Pantanal à la formation sur les techniques de construction en terre. Sur les 18 femmes, six ont suivi la formation jusqu'au bout et sont devenues à leur tour formatrices pour d'autres femmes des quartiers de Granada. La terre est un matériau sain que nous avons à portée de main. Avec la terre, nous construisons des cuisinières écologiques en adobe amélioré.

Le matin quand je me lève, je lave le linge, je cuisine, les enfants vont à l'école, le petit va à la garderie et je commence à travailler à 8 heures. La cuisinière que tout le monde connaît est composée de trois pierres et la fumée se répand dans toute la maison. Le modèle de cuisinière que nous construisons n'enfume pas toute la maison car elle possède une cheminée et une plaque. C'est plus commode car on ne tombe plus malade comme avant. Si auparavant on utilisait beaucoup de bois de chauffe, maintenant on en économise et c'est un vrai coup de pouce.

Nous sommes deux à AMNLAE Granada à donner des formations aux personnes à faibles revenus. Dans nos formations, les bénéficiaires doivent participer pour apprendre à construire une cuisinière et à la réparer si une fissure apparaît.

Je suis fière car lorsqu'on a débuté notre formation et commencé à fabriquer les blocs d'adobe, les maçons hommes nous disaient qu'on ne serait pas capables, que les femmes n'ont pas la même force que les hommes. « C'est possible, on va leur montrer qu'on est capables », se disait-on. Les femmes des quartiers restent bouche bée quand elles apprennent que c'est nous qui construisons les cuisinières !

Programme d'amélioration de l'habitat et des conditions de vie

Deuxième année du troisième programme triennal (2017 – 2019) d'amélioration des conditions de l'habitat et des conditions de vie financé par la Fondation Abbé Pierre, l'année 2018 a démarré au Nicaragua avec des perspectives intéressantes. Etaient prévus cette année notamment la construction de 13 maisons évolutives en parpaing et de 4 maisons en adobe dans le quartier de Pantanal, la construction de 5 maisons dans le quartier de Pochote avec une problématique bien particulière, celle de terrains très petits pour construire. Il était prévu également la construction de 10 blocs sanitaires (douche, latrine, lavoir) dans le quartier de Pochote et la réfection de 19 toitures dans des zones parmi les plus déshéritées.

Habitat-Cité et la Fondation Abbé Pierre avaient imaginé la mise en place d'une coopérative de constructeurs qui aurait pu devenir autonome en 2019/2020. D'autres actions ont été imaginées par Habitat-Cité auparavant pour aller dans le sens de l'autonomisation de son partenaire local mais aucune tentative n'avait réellement fonctionné jusqu'alors. Le travail bénévole de Michèle Audeval pour la mise en place de la boutique solidaire (Mi tienda solidaria) et les efforts d'Habitat-Cité pour soutenir AMNLAE Granada dans la mise en place de la cafétéria, n'ont malheureusement pas été suffisants pour que l'équipe d'AMNLAE Granada s'empare de ces deux projets générateurs de revenus et les utilisent comme leviers d'auto-financement.

Seulement une partie des activités prévues a pu être réalisée en début d'année, en raison de l'apparition de la crise politique en avril 2018.

En chiffres

- 3 maisons en adobe co-construites dans le quartier de Pantanal
- 10 maisons évolutives en parpaing co-construites dans le quartier de Pantanal

Programmes « Un Toit, Un Avenir » (année 3, phase 2) et « Accès au Logement par la Promotion des Techniques de Constructions Traditionnelles Améliorées »

Valorisation des cultures constructives locales

La valorisation des cultures constructives locales a été le fil conducteur des projets. Cette valorisation a commencé par le recensement des cultures constructives locales, notamment en architecture traditionnelle à travers des diagnostics territoriaux, pour définir une réponse aux besoins en matière de logement plus pertinente et mieux appropriable. Des maisons ont été conçues et construites selon les Techniques Locales Constructives Améliorées (TCLA), rendant les constructions plus résistantes aux catastrophes naturelles. La valorisation des cultures constructives locales s'est poursuivie par une plus grande visibilité des constructions à travers la réalisation de supports de diffusion des techniques améliorées et adaptées, des choix constructifs avec un impact dans le paysage local.

Ces techniques et processus ignorés il y a quelques années par les administrations publiques et les acteurs de l'habitat, alors qu'elles étaient historiquement largement répandues, sont maintenant clairement validées et encouragées par ces mêmes autorités et par le ministère concerné.

Habitat-Cité a travaillé en partenariat avec le CRAterre, laboratoire de recherche de la Faculté d'Architecture de Grenoble, pour mener à bien les activités de valorisation des cultures constructives locales en Haïti.

Formation des artisans.e.s et participation des habitant.e.s

La réalisation de ces constructions a entraîné en même temps les formations complètes d'artisans et notamment des femmes issues des zones d´intervention. Elles et ils ont aujourd´hui un métier durable reconnu dans leurs communautés et par leurs pairs.

Nous avons cherché à favoriser davantage la participation des habitant-e-s, notamment par l´adaptation des plans des maisons aux besoins spécifiques des familles grâce à la participation des ménages dès les phases de conception. Ces mêmes ménages ont ensuite un rôle fondamental dans le bon déroulement de leurs chantiers en y travaillant directement, mais aussi en apportant une partie des matériaux et en préparant les repas pour les équipes de travail.

Ce sont aussi les familles qui prennent en charge les coûts annexes, comme les taxes de permis de construire. Un accord a été trouvé avec la mairie de La Vallée pour établir et payer les dossiers de permis de construire pour chaque construction réalisée dans le cadre des programmes et ainsi sécuriser les bénéficiaires et enregistrer sous forme de document officiel la propriété de la terre et de la maison.

Renforcement de compétences des partenaires locaux
Le travail d'Habitat-Cité avec OJUCAH et ADRESFEM a en même temps contribué au renforcement de leurs compétences à travers des rencontres et ateliers réguliers favorisant la participation. Un diagnostic organisationnel de ces deux institutions a été réalisé afin de dresser les pistes de travail pour l'avenir. Une capitalisation de leurs expériences est également en cours, aussi grâce à la réalisation des fiches de bonnes pratiques.
Le partenariat local est ouvert et ne se limite pas au territoire de la Vallée de Jacmel. Les visites de plusieurs organisations internationales comme la Coopération Suisse, le Gret ou le World Habitat Award et leur coopération avec d'autres institutions locales et internationales sont une preuve de l'influence grandissante de nos partenaires.

Evaluer les impacts sur les parcours des familles
D'autre part, la fin de ces deux programmes financés par la Fondation Abbé Pierre a été l'occasion de faire une analyse qualitative des impacts des réalisations des trois phases du programme « Un Toit, Un Avenir » mené depuis 2010, sur 15 familles bénéficiaires à travers les « storytellings », des portraits sous forme de textes et photos permettant d'illustrer les parcours de ces familles.

Haïti 2018 en chiffres

- 10 maisons réalisées selon les techniques constructives locales améliorées (TeCLA)
- 6 prototypes de maisons adaptées à des situations spécifiques ont été construits
- 24 « bòs » (artisans) formés aux TeCLA dont deux tiers sont des femmes
- 3 techniciens d'OJUCAH formés aux TeCLA et au suivi de chantier
- 2 diagnostics organisationnels réalisés pour OJUCAH et ADRESFEM
- 5 territoires analysés à travers les diagnostics territoriaux
- Une douzaine d'ateliers voués à renforcer les capacités des partenaires

« Témoignage

« C'est important de faire quelque chose en tant que jeunes de la communauté »

Prosper, Trésorier d'OJUCAH (Haïti)
Ma profession est responsable régional du FHAF (Fond Haïtien d´Aide à la Femme) depuis 2007. Je suis membre d´OJUCAH (Organisation des Jeunes Universitaires de Carrefour pour l´Avancement d´Haïti) depuis 13 ans et trésorier de l´association depuis 8 ans. En tant que trésorier, je m'occupe bénévolement de l'achat des matériaux de construction pour les chantiers.
Je suis de la zone **. Je fais partie de la communauté, j'y suis allé à l´école. Après les études primaires, tous les jeunes sont partis à Port-au-Prince parce qu'à cette époque-là il n´y avait pas d´école secondaire ici. Pendant les vacances, on retournait dans la zone, on s´amusait entre nous mais on se disait qu´il fallait faire quelque chose de plus sérieux. À cette époque-là, il n´y avait pas d´arbres ici. On a décidé de se mettre ensemble, de se réunir pour la première fois et on s´est dit « c´est important de faire quelque chose en tant que jeunes de la communauté ». C´est là que nous avons créé le mouvement antérieur à OJUCAH.
OJUCAH travaille avec Habitat-Cité pour la formation de bòs *** et la construction de maisons améliorées depuis deux ans. A travers le projet, OJUCAH a désormais des techniciens et des bòs formés. Il y a une diffusion des connaissances en construction au sein de l'association. On a organisé l´année passée deux conférences débats qui réunissent des gens de Bainet, de Jacmel, de la Vallée. La renommée d'OJUCAH dépasse la zone de La Vallée. Pour moi, en travaillant avec Habitat-Cité, OJUCAH peut devenir une organisation autonome parce qu´à chaque fois qu´on réalise quelque chose, c´est de l´expérience supplémentaire. Ce partenariat peut faire grandir OJUCAH et donner plusieurs emplois à des personnes de la communauté.

« Témoignage

Partager sa maison avec ceux qui n'en ont pas

Mme Orianie, Haïtienne, propriétaire d'une maison construite en 2018, La Vallée-de-Jacmel)

Agée de 54 ans, Mme Orianie a toujours vécu sur le même terrain à Lavial dans la commune de La Vallée-de-Jacmel. Elle a perdu son mari en 2010 lors du tremblement de terre et sa maison a été détruite. Elle a eu 10 enfants avec son mari. Malheureusement, trois d'entre eux sont morts lorsqu'ils étaient petits mais elle ne connaît pas la raison exacte de leur décès. L'un n'avait que deux ans, les deux autres étaient un peu plus âgés puisqu'ils allaient déjà à l'école. A l'époque, les conditions de vie à Lavial étaient très rudes : il n'y avait pas de route, pas d'eau, pas d'accès aux services de santé. La mortalité infantile était très élevée.

En 2018, Mme Orianie est sélectionnée pour bénéficier d'une maison dans le cadre du programme « Un Toit, Un Avenir ». « J'ai beaucoup collaboré pour faire la maison, mais elle vaut tous les efforts ! Obtenir les matériaux, la nourriture des artisans… ça a été difficile, mais ça vaut le coup. Maintenant, avec ma maison je me sens bien, c'est mon seul patrimoine. Je suis très heureuse. Un de mes fils qui habite à Port-au-Prince, quand il arrive ici pour me rendre visite, il ne peut pas croire que je vis dans une maison comme ça. »

Alors qu'un homme arrive vers la maison, Mme Orianie explique que c'est un voisin qui vit maintenant chez elle. Cet homme, dans une situation très précaire, a vécu toute sa vie à Lavial et, depuis quelques années, il n'a plus de logement. « Je sais que ce n'est pas possible de construire des maisons pour toutes les personnes qui en ont besoin. Comme j'ai eu de la chance, je veux partager ma maison parce qu'il en a besoin. Il est malade, il n'a pas de maison, il n'a rien. J'ai maintenant de la place pour lui. »

** Les TeCLA*

Ce sont des maisons construites selon les techniques traditionnelles locales, qui presque toujours incluent des techniques favorisant la résistance aux cyclones et aux tremblements de terre. Elles sont dites « améliorées » car elles intègrent de nouvelles techniques permettant de les rendre plus résistantes encore aux catastrophes naturelles.

*** Les zones*

Les communes en Haïti sont découpées en sections communales, elles-mêmes découpées en zones. Ici, il s'agit de la zone de Lavial au sein de la section communale de Ternier dans la commune de La Vallée-de-Jacmel.

**** Les bòs*

Le bòs signifie artisan du bâtiment en créole haïtien.

Action pour l'Habitat

Première année d'un projet triennal
Le projet « Actions d'amélioration des lieux d'habitat et du cadre de vie par et pour des femmes en situation précaire en Amérique Centrale et aux Caraïbes » a démarré en 2018 dans trois pays, au Nicaragua, au Salvador et en Haïti.
C'est un projet cofinancé, entre autre, par l'Agence Française de Développement, la Fondation Abbé Pierre, la Fondation Raja Danièle Marcovici.
Le projet porté par Habitat-Cité est réalisé dans des zones semi-urbaines et rurales fortement touchées par la pauvreté et les catastrophes naturelles. Il vise à renforcer les capacités des partenaires locaux, afin de faciliter leurs interventions auprès des communautés locales en matière d'habitat (diagnostic territorial, cartographie SIG et participative, objectifs du développement durable), à améliorer les compétences des artisans du bâtiment, à former et sensibiliser des habitantes aux risques de catastrophes naturelles et à la préservation de l'environnement, à créer un réseau d'expertes et à promouvoir des échanges de bonnes pratiques entre les trois pays.
En 2018, les partenaires ont préparé des outils de mise en œuvre et de suivi du projet. Un travail a été mené notamment avec le soutien de Laure Castro, stagiaire, sur la réalisation d'un modèle de fiche de bonnes pratiques avec des réflexions sous-jacentes : Qu'est-ce qui fait qu'une pratique peut être considérée comme une bonne pratique ? Qu'est-ce que l'on peut transmettre d'une pratique qui a fonctionné dans un contexte précis vers un autre contexte ?
Dans chaque pays des activités différentes ont été développées autour de la construction de prototypes de logement ou de prototypes de jardin potager. Au Salvador, FUNDASAL a accompagné les habitant-e-s de la communauté d'Alegría dans la création d'une nouvelle Association de Développement Communautaire (ADESCO). Les bénéficiaires des 6 maisons prévues dans le cadre de ce projet ont été identifiés lors d'échanges collectifs avec les membres de la communauté. Trois systèmes constructifs utilisant la terre crue ont été définis pour les trois première maisons : l'adobe, le *bahareque* * et la *quincha***.

Colloque au Salvador
Des échanges ont eu lieu régulièrement entre les partenaires et le premier colloque du projet s'est déroulé du 30 septembre au 4 octobre 2018 au Salvador dans les locaux de FUNDASAL et dans la communauté d'El Potrerillo (département d'Alegría). Une délégation d'Haïti composée de 6 personnes (deux femmes maçonnes, deux représentants des organisations OJUCAH et ADRESFEM et deux représentants d'Habitat-Cité) ont participé au

colloque, ainsi qu'une délégation du Nicaragua de 3 personnes (deux femmes expertes en construction de cuisinières améliorées en terre crue et un représentant de l'organisation AMNLAE Granada). Le Centre de Recherche en Architecture de terre, CRAterre, nous accompagnait avec la présence de l'architecte suisse Elsa Cauderay.

Le colloque a permis de créer du lien entre les partenaires du projet et de réfléchir et travailler sur différents thèmes liés à la construction sociale de l'habitat.
Des ateliers pratiques de construction ont eu lieu dans la communauté d'El Potrerillo, avec la présentation de trois systèmes constructifs utilisant de la terre crue : l'adobe, le *bahareque* et la *quincha*. L'organisation d'une simulation d'évacuation surprise à El Potrerillo, procédure utilisée en cas de catastrophe naturelle par exemple, a permis aux habitants et aux participants de mieux comprendre le contexte.
Des présentations et discussions ont eu lieu autour de différents thèmes liés à la construction : les cultures constructives locales et le diagnostic; l'évaluation des compétences dans le domaine de la construction; comment déterminer les caractéristiques d'un prototype ?
Puis, les participants ont eu l'opportunité de débattre autour de la thématique du genre, guidé par une intervention d'Almudena Albert Galiana, selon différents axes : les femmes expertes, le travail domestique, la surcharge de travail des femmes dans les projets de développement.
Un atelier de formation en communication a été animé par Stéphane Etienne et Salomon Morales avec deux thématiques : réaliser une vidéo avec un smartphone et la communication via les réseaux sociaux.
Les membres de FUNDASAL, qui accueillaient le colloque, ont réalisé différentes présentations en expliquant les méthodologies de travail utilisées par l'organisation, par exemple la mise en place d'ateliers pour la conception participative du logement.

En chiffres

- 24 artisans formés dont 14 femmes
- 300 habitant.e.s sensibilisé.e.s aux techniques de construction traditionnelle
- 4 organisations locales ont renforcé leurs compétences dans des thématiques sur l'habitat
- 8 prototypes construits
- Un colloque international organisé au Salvador réunissant 100 personnes

** Le bahareque est une technique de construction traditionnelle en Amérique centrale ; suivant les régions elle diverge. A Alegria, c'est une construction en bambou avec un remplissage de terre et un enduit en terre.*
*** La quincha est une technique traditionnelle qui vient du Pérou. C'est un mur fait avec des roseaux ou des joncs et recouvert de terre.*

« Témoignage
« Nous partageons la même vision »

Carla, représentante du partenaire Fundasal en France

Je travaille pour Fundasal, une association fondée en 1968 et qui vise à améliorer l'accès au logement et les conditions de vie des populations vulnérables au Salvador. Après avoir été membre active de l'association pendant six ans, puis membre du conseil d'administration pendant quatre ans, je suis depuis 2015, année de mon arrivée en France, représentante de l'association à l'étranger. Mon rôle est de faciliter le contact avec les partenaires, de former de nouvelles alliances et d'entretenir les relations avec les bailleurs de fonds.

Je suis entrée en contact avec Habitat-Cité lors d'un salon de la solidarité en mai 2016. Depuis, nous avons collaboré dans le cadre d'un projet financé par l'Agence Française de Développement qui permet d'améliorer les conditions de vie de femmes au Nicaragua, en Haïti et au Salvador, en plus de créer un réseau de solidarité entre les communautés concernées. En ce moment, nous travaillons à la conception d'un nouveau projet, qui serait financé par la Fondation Abbé-Pierre et qui vise cinq communautés du Salvador. La collaboration avec Habitat-Cité est toujours très fluide : nous partageons la même vision de l'habitat, du logement et de la façon d'intervenir auprès des populations.

Évidemment, le contact avec l'Europe est important pour nous, au Salvador, puisque l'Etat manque de ressources pour aider les associations, mais il y a plus. Par exemple, avant de travailler avec Habitat-Cité, nous n'avions jamais réalisé de projet visant exclusivement les femmes ! Pour Habitat-Cité, le fait d'avoir un partenaire local qui connaît bien les besoins des populations locales facilite grandement la conception des projets et leur mise en œuvre.

COMMUNICATION - PLAIDOYER

Evénements

Lecture du livre « Le Soleil se lève à l'Ouest »
Une lecture du livre de témoignages « le Soleil se lève à l'Ouest » s'est déroulée à la librairie Terre des livres à Lyon, le 21 avril 2018, avec la participation d'un protagoniste, Tiberiu, aujourd'hui bien installé dans son logement et son métier. Une façon de donner plus de visibilité à ceux qu'on entend et voit peu dans les medias traditionnels. Le nombre de participants a été très faible, en raison du temps très estival pour la saison et d'une communication un peu tardive. Cependant, Habitat-Cité souhaite réaliser d'autres lectures de ce livre dont les témoignages sont toujours autant d'actualité.
Les rencontres nationales de Romeurope se sont déroulées les 9 et 10 juin à Bordeaux et ont permis d'échanger avec d'autres associations sur les questions de droit pour le public rom mais également de mettre en avant le livre de témoignages.

Conférence de la journaliste russe Irina Gordienko : la situation des Tchétchènes
Irina Gordienko est une journaliste russe de Novaïa Gazeta, principal journal russe d'opposition, spécialiste de la Tchétchénie et des conflits dans le Caucase. Elle a été invitée en France par les Comités Tchétchénie afin de donner une série de conférence en juin 2018. Habitat-Cité s'est associée au comité Tchétchénie de Paris pour organiser une conférence qui a eu lieu le 11 juin à la Mairie du 2e arrondissement de Paris.
Irina Gordienko a pu évoquer la situation dans le Caucase, le rôle des journalistes russes dans le traitement de l'actualité et la difficulté pour eux d'exercer leur métier dans des conditions de sécurité, des raisons pour lesquelles des Tchétchènes continuent à fuir leur pays pour venir se réfugier en Europe, de la surveillance accrue de l'expression des citoyens sur les réseaux sociaux.
Ce type d'événements permet de donner une autre image de la Russie, les journalistes d'opposition apparaissant peu dans les media européens. Il a aussi mis en lumière l'actualité dans le Caucase nord et permis de faire la relation entre l'afflux continuel de Nord-Caucasiens en Europe alors même qu'il n'y a plus de conflit. Enfin, il a rassemblé des personnes d'horizons divers : journalistes, avocats, défenseurs des droits de l'homme, chercheurs, militants et étudiants.

Publications

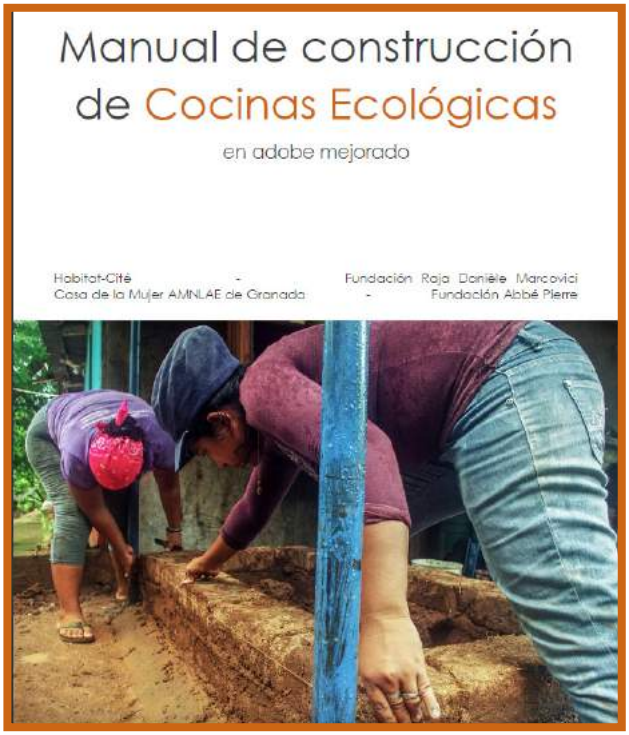
Manuel de construction de cuisinières écologiques (en espagnol)
Il est destiné à toutes les personnes intéressées par la construction d'une cuisine écologique en adobe amélioré. Le manuel est basé sur un modèle de cuisine réalisé dans les communautés de La Laguna 1 et 2 ainsi que dans le quartier Pantanal au Nicaragua dans le cadre du projet «Echanges de pratiques, cuisines écologiques et jardins familiaux». Avec des images en 3D, des photographies et des explications narratives, ce manuel doit permettre à quiconque de construire sa propre cuisine écologique en adobe. Il a été imprimé par la Casa de la Mujer mais aussi disponible en ligne.
https://issuu.com/habitat-cite/docs/manual_fogones_impresi_n_issuu

Portraits de familles en Haïti : ce qu'une maison change dans une vie
15 familles bénéficiaires de maisons traditionnelles améliorées ont témoigné de l'évolution de leur condition de vie depuis qu'elles habitent leur nouvelle maison. Ces maisons ont été construites par Planète Urgence de 2010 à 2016 puis par Habitat-Cité de 2017 à début 2019 et ont été attribuées à ces familles sur des critères sociaux spécifiques. A travers ces entretiens, les familles nous dévoilent les impacts positifs sur leur quotidien : être en sécurité, créer son entreprise, mieux se concentrer sur ses études, accueillir d'autres membres de la famille sous son toit, venir en aide à ses voisins moins bien lotis. Ces entretiens ont été restitués dans des portraits sous forme de textes et de photos. Ils seront diffusés en France et en Haïti.

Le livre «Construire en terre avec les femmes d'un bidonville»
Livre de 74 pages autour des projets de construction en terre d'Habitat-Cité au Nicaragua. Edité en version bilingue.
(Voir pages 38-39 de ce Rapport d'Activités).

Vidéos

Une vidéo sur les formations à visée professionnelle
Une vidéo de 7 minutes a été réalisée sur le projet des Formations linguistiques à visée professionnelle où 3 stagiaires témoignent de leur expérience : barrières rencontrées, projet professionnel, progrès constatés et autres bienfaits.
Cette vidéo a été projetée le 12 décembre 2018 à la Bibliothèque Elsa Triolet de Pantin en présence des stagiaires, anciens et nouveaux, et de chargés d'insertion partenaires. Les anciens ont pu témoigner des avancées dans leur parcours : accès à des formations professionnelles et de remise à niveau, obtention du diplôme de niveau B1 (avancé) en français, nouveau travail mais aussi amélioration de la confiance en soi et prise autonomie. Comme le disait Isabel, une des participantes: « Avant je n'osais pas sortir de chez moi car je ne savais pas demander mon chemin si je me perdais. »
Sega, l'un des stagiaires interviewés, conclut joliment en disant que « le professeur de la formation a été le professeur qui lui a toujours manqué à l'école » pour pouvoir avancer. Un soulagement de constater que finalement, après toutes ces années, les besoins de formation ont pu être comblés.
https://youtu.be/MQBj9NKPCC4

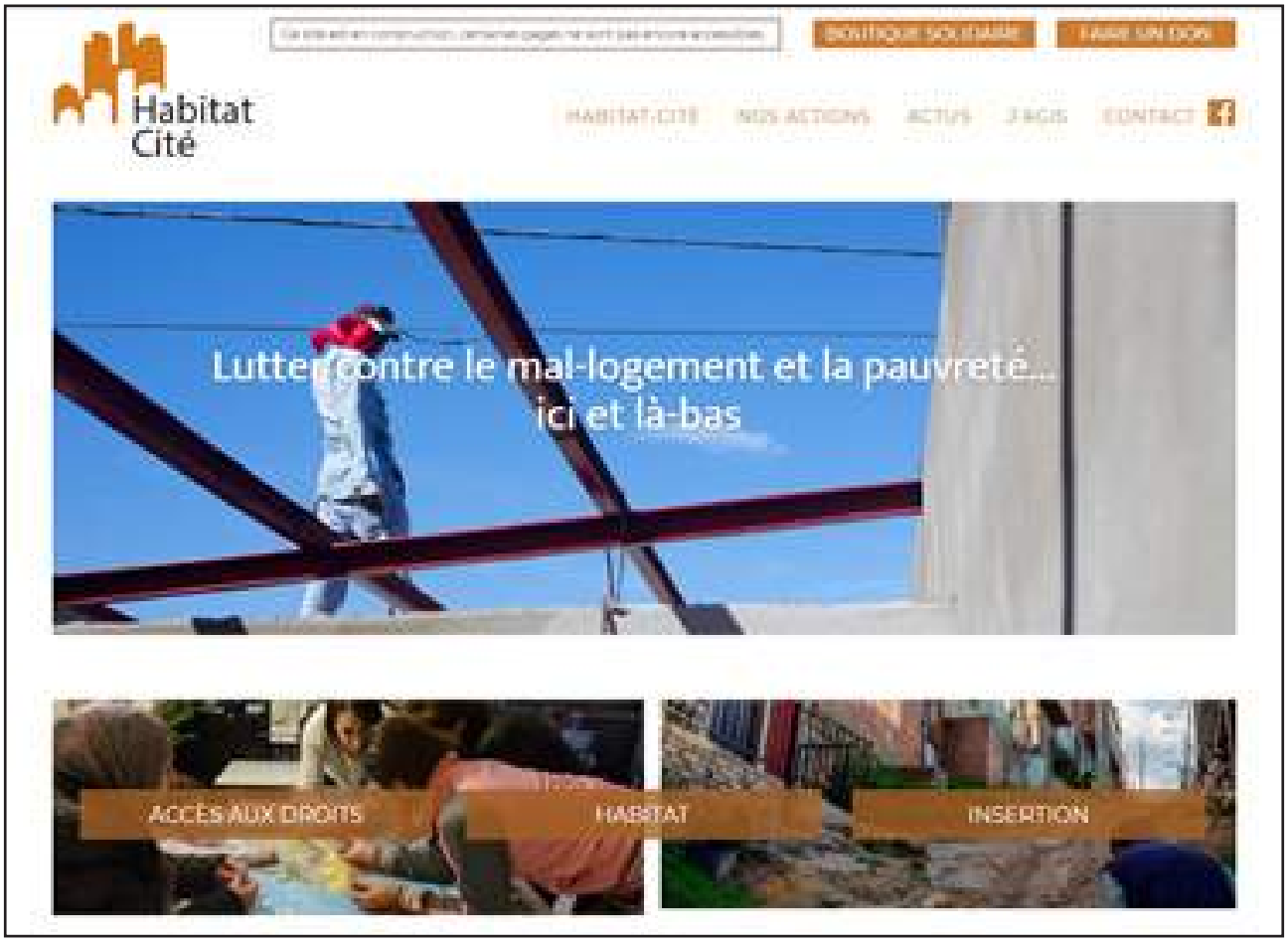


«Construire en pensant à demain»
Une vidéo de 3'46 sur les maisons évolutives construites par Habitat-Cité au Nicaragua. Les habitants du bidonville de Pantanal racontent le déroulement du projet et comment ils perçoivent ces maisons pensées pour évoluer avec la famille.
https://youtu.be/QE1C-eY_QD8

«Haïti : construire avec les femmes»
Vidéo de 4'50 sur les actions d'Habitat-Cité à La Vallée : formation des femmes aux métiers de la construction et construction de maisons selon les techniques constructives locales améliorées.
Mise en ligne à venir

Un nouveau site web et un nouveau logo !

Fin 2018, le site d'Habitat-Cité a enfin fait peau neuve. Plus ergonomique, faisant la part belle aux photos et aux témoignages, la refonte du site web a permis de redéfinir les secteurs clefs d'intervention de l'association, ses valeurs, les objectifs qu'elle poursuit. Les actions d'Habitat-Cité sont désormais plus claires pour le public que ce soit pour les bénévoles, les adhérents, les partenaires. Nous avons constaté que davantage de personnes ont contacté Habitat-Cité pour du bénévolat ou des partenariats, conséquence d'une meilleure lisibilité de ses activités. Le site web a été réalisé gracieusement par la Fondation GloriaMundi qui a également réalisé le nouveau logo.



En chiffres

Communication digitale

Site web
En 2018 : 42 000 visiteurs (+ 300 %)
3500 visites/mois en moyenne, mais avec une durée moyenne de 20 secondes seulement.

Newsletter
En 2018 : 968 abonnés (- 4,9 %), baisse dûe à l'entrée en vigueur du nouveau règlement européen de protection des données (dit RGPD).
Six newsletters envoyées. De mensuelles, elles sont trimestrielles depuis juillet 2018.

Taux d'ouverture moyen : 24,2 % (soit 200 lecteurs réguliers).

Facebook
En 2018 : 937 abonnés (+ 16 %)
Type d'audience : 62% de femmes. 25-44 ans en majorité.

Meilleures audiences :
- « Habitat-Cité recherche des bénévoles traducteurs/traductrices en langue espagnole » : 1700 vues
- « Habitat-Cité rejoint le Collectif Haïti » : 920 vues
- « Pas de financements pour des cours de français aux demandeurs d'asile » : 828 vues

Youtube
En 2018 : 854 vues (+ 24 %)
Durée moyenne de visionnage : 1'11

Meilleures audiences 2018 :
- «Diriomo » (Nicaragua) : 452 vues
- « Maisons évolutives : construire en pensant à demain » (Nicaragua) : 192 vues
- « Construire des cuisinières écologiques en terre» (Nicaragua) : 162 vues

Meilleures audiences cumulées :
- «Diriomo » (Nicaragua) : 1384 vues
- « La terre en partage» (Nicaragua) : 768 vues
- « Pantanal » (Nicaragua) : 652 vues

RESSOURCES HUMAINES

Equipe salariée

L'équipe France est composée de 3 chargés de mission insertion et accès aux droits à temps plein. Alina Krakhmalnaya, qui avait pris son poste en novembre 2017, a terminé son CDI le 30 juin 2018 pour partir vers d'autres projets professionnels.
Elle a été remplacée le 1er août 2018 par Laura Guerlin qui est chargée de mission insertion, avec notamment en charge la coordination des cours de français animés par les bénévoles et l'organisation des formations linguistiques à visée professionnelle qui est devenue une partie importante de l'activité.
Deux Volontaires de la Solidarité Internationale, Almudena Albert et Benjamin Bourdon, ont intégré le projet en Haïti en juillet 2018.

Stagiaires

Quatre stagiaires ont été accueillies en 2018 : une étudiante en master à Institut des Hautes Etudes de l'Amérique latine, une étudiante dans les carrières sociales de l'IUT de Bobigny, une étudiante en Sciences Politique, pour réaliser les démarches d'accès aux droits et une étudiante en master de droit, pour accompagner les personnes dans les procédures juridiques.
Cette dernière a été accueille par la suite dans le cadre d'un service civique à partir de décembre 2018 pour travailler sur les différents recours que l'association met en œuvre, lorsque les personnes se voient notifier des refus ou qu'un droit leur est refusé.

Bénévolat

- L'implication des bénévoles est un apport considérable pour Habitat-Cité. 50 bénévoles ont apporté leur aide dont plus de 20 sont actifs de façon régulière et soutenue (toutes les semaines ou deux semaines) pour aider à la réalisation des actions, aussi bien sur les projets France que sur l'International.
- Cela représente plus de 4300 heures de bénévolat, soit de 2,5 ETP (Equivalents Temps Plein).
- Les domaines d'intervention : traduction, interprétariat, accompagnement, accueil pendant les permanences, suivi de projet, suivi de travaux, architecture, graphisme, webdesign, correction de textes, cours de français, lecture de texte, déplacements à la banque alimentaire, tenue de stands, comptabilité...

Habitat-Cité remercie ses partenaires pour leur enthousiasme et leur confiance. Toutes ces actions de solidarité ne pourraient exister sans eux !

Partenaires financiers

Organismes internationaux
- Fonds social européen

Etat
- Agence Française de Développement
- Commissariat général à l'égalité des territoires
- Ministère de la Cohésion des territoires
- Préfecture de Seine-Saint-Denis

Collectivités territoriales
- Région Ile-de-France
- Département de Seine-Saint-Denis
- Est-Ensemble
- Ville de Pantin
- Ville du Pré Saint-Gervais

Fondations
- Fondation Abbé Pierre
- Fondation Banque Populaire – Rives de Paris
- Fondation Batigère
- Fondation de France
- Fondation Danièle Raja-Marcovici

Partenaires opérationnels

Projets en France
- Banque Alimentaire
- Bibliothèques de Pantin
- Centre communal d'action sociale de Pantin et du Pré Saint-Gervais
- Centre d'Hébergement d'Urgence Aurore
- Centre d'Information et d'Orientation de Pantin
- Ciné 104
- Comité Tchétchénie
- Les Engraineurs
- Mairie de Pantin
- Maison de l'Emploi de Pantin
- Maisons de quartier des Quatre Chemins (Pantin)
- Maison de quartier Mairie-Ourcq (Pantin)
- Maison de quartier des Courtillières (Pantin)
- La NEF - Manufacture d'utopies

Projets au Nicaragua
- AMNLAE – La Casa de la mujer
- CRAterre (Laboratoire de recherche de l'Ecole Nationale Supérieure d'Architecture de Grenoble)
- Université Agraire de Managua
- Université Nationale d'Ingénierie (UNI)

Projets en Haïti
- ATECO
- ADRESFEM
- CRAterre
- ETFAG
- OJUCAH
- Mairie de La Vallée

Projets au Salvador
- FUNDASAL

La clinique juridique de Sciences-Po
Habitat-Cité a collaboré en 2018 avec la clinique juridique de Sciences-Po Paris en accueillant 3 étudiants lors de sa permanence d'accès aux droits les mercredis. Cette clinique juridique a pour vocation de faire travailler les étudiants sur un projet concret, leur permettant de mettre en pratique leurs connaissances théoriques. Les 3 étudiants ont ainsi travaillé sur les demandeurs d'asile tchétchènes sous procédure Dublin*, «réadmissibles» en Pologne et faisant donc l'objet d'une décision de transfert en Pologne. Cette étude montre en quoi les demandeurs d'asile tchétchènes ont 3 fois moins de chance d'obtenir l'asile en Pologne plutôt qu'en France, du fait d'une vision du droit d'asile beaucoup plus restrictive. Elle montre également que la vie des demandeurs d'asile tchétchènes est plus menacée en Pologne puisque de nombreux agents de la Fédération de Russie parviennent à passer la frontière et que des menaces sont régulièrement proférées à l'encontre des demandeurs d'asile tchétchènes. Enfin, les demandeurs d'asile réadmis en Pologne sont automatiquement placés dans des centres fermés comme des centres de rétention ou de détention, une mesure qui les traite davantage comme des immigrés clandestins que des demandeurs d'asile.
Le travail des étudiants a donné lieu à un mémoire présenté en juin 2019 qui est un document de travail sur lequel les associations et les avocats pourront s'appuyer afin de contester au contentieux les décisions de transfert des demandeurs d'asile tchétchènes en Pologne. Le risque actuellement pour un demandeur d'asile tchétchène qui est transféré en Pologne est d'être débouté du droit d'asile et d'être renvoyé en Tchétchénie où il y a de fortes chances qu'il subisse des représailles.

RESEAUX - ADHESIONS

- **Coordination Sud**

Habitat-Cité fait partie de Coordination Sud, plateforme qui rassemble 164 ONG françaises travaillant dans la solidarité internationale.

- **Collectif National Droits de l'Homme Romeurope** (CNDH Romeurope)

Romeurope regroupe 41 associations et collectifs qui défendent les droits des personnes vivant en squat, bidonville ou à la rue, Roms ou désignées comme telles.
A travers le collectif, Habitat-Cité appelle à la résorption des bidonvilles, qui commence par une stabilisation des personnes et une humanisation des «campements».

- **Collectif Haïti de France**

Le CHF rassemble 80 associations membres et 150 membres individuels répartis sur l'ensemble du territoire français.

- **La Guilde**

La Guilde est une ONG qui soutient les initiatives dans l'aventure et la solidarité. Habitat-Cité a une convention de portage avec la Guilde qui lui permet d'envoyer des Volontaires en mission de Solidarité internationale.

DÉVELOPPEMENT ASSOCIATIF

Référentiel des pratiques

Habitat-Cité a engagé un travail sur le référentiel de ses pratiques qui s'est déroulé pendant toute l'année 2018. Deux consultantes du bureau d'études lyonnais Gaïa Développement ont accompagné l'équipe pour analyser ses métiers, les activités des salariés et celles des bénévoles, en France et à l'international. Le document produit a vocation à évoluer avec le temps ; il sera actualisé et complété régulièrement. Ce travail a été financé par la Fondation Abbé Pierre.

PUBLICATION 2018 EN VENTE

«Construire en terre avec les femmes d'un bidonville»

Les bâtisseuses du Nicaragua

Découvrez ces femmes-maçons qui transforment leur bidonville. Une histoire qui nous parle de terre(s) et de solidarité.
Surnommée «la Grande Sultane», Granada est célèbre pour son patrimoine architectural de style colonial.
Loin du centre historique, les femmes d'un bidonville redécouvrent les anciennes techniques de construction. Avec la terre, cette ressource qui est «sous nos pieds», elles apportent une réponse simple aux problèmes de mal-logement.
Lutte contre la pauvreté, préservation de l'environnement et du patrimoine, émancipation des femmes… Ces femmes maçons prouvent que construire en terre est une manière très contemporaine de répondre à des enjeux multiples.

El barrio Pantanal
Le quartier de Pantanal

Nous sommes au Nicaragua à Granada, aux pieds du volcan Mombacho, dans le quartier de Pantanal (qui signifie «marais»). C'est un bidonville dont les habitations sont construites à partir de matériaux de récupération : bâches en plastique, planches de bois ou de zinc et parfois, en guise de portes et de fenêtres, des couvercles et des rideaux. Les autres quartiers de Granada ne sont pas exempts de pauvreté, cependant Pantanal concentre en un même lieu le plus grand nombre de familles touchées par la pauvreté dans l'agglomération de Granada. Selon un recensement réalisé en 2010, le quartier comptait à cette époque 1 800 familles.

Les familles les plus vulnérables sont les familles monoparentales dont le chef de famille est une femme, c'est pourquoi la Casa de la Mujer de Granada concentre son action sur les femmes.

La Casa de la Mujer a débuté la construction de logements en parpaings dans ce quartier en 2010, plus précisément dans le secteur nommé « Nuevo Horizonte ». Elle bénéficiait à ce moment-là de l'appui de partenaires financiers espagnols, avec des fonds émanant de la Fondation Paz y Solidaridad, de syndicats et de collectivités territoriales.

Estamos ubicados en Nicaragua, en Granada, al pie del volcán Mombacho, en el barrio de Pantanal (que significa «pantano»). Es un asentamiento cuyas viviendas están construidas a partir de materiales reciclados: toldos de plástico, tablas de madera o zinc y, a veces, a modo de puertas y ventanas, mantas y cortinas. Los demás barrios de Granada no están exentos de pobreza, sin embargo Pantanal concentra el mayor número de familias afectadas por la pobreza de la localidad de Granada. Según un censo realizado en 2010, en aquella época el barrio contaba con 1 800 familias.

Las familias más vulnerables son las familias monoparentales con mujeres como cabeza de familia, por eso la Casa de la Mujer de Granada concentra sus acciones en las mujeres.

La Casa de la Mujer empezó la edificación de viviendas con bloques de cemento en 2010, concretamente en un sector llamado «Nuevo Horizonte». Ella se benefició en aquel momento del apoyo de colaboradores financieros españoles, con fondos de la Fundación Paz y Solidaridad, de sindicatos y colectividades territoriales.

Petrona

© Sophie Ducrot

9

Una respuesta
Une réponse

Au Nicaragua, comme au niveau mondial, les populations pauvres sont confrontées à un déficit de logement. La construction en terre crue peut être une réponse satisfaisante dans certains contextes. Il ne s'agit pas d'opposer la construction en terre crue à la construction en parpaing, il s'agit de trouver des solutions adaptées permettant d'améliorer l'habitat des personnes les plus démunies tout en tenant compte de l'avis des habitants.

Dans le cadre du projet, nous nous inspirons des connaissances locales ; l'un des enjeux réside dans l'amélioration des systèmes constructifs traditionnels, afin que les constructions soient conformes aux normes parasismiques.

En Nicaragua, al igual que a nivel mundial, las poblaciones pobres se enfrentan a un déficit de alojamiento. La construcción en tierra puede ser una respuesta satisfactoria en algunos contextos. No se trata de oponer la construcción en tierra a la construcción de bloques de cemento, sino de encontrar soluciones adaptadas que permitan mejorar las viviendas de las personas más desfavorecidas teniendo en cuenta la opinión de los habitantes.

En el marco del proyecto, nos inspiramos en los conocimientos locales: uno de los desafíos de Habitat-Cité radica en la mejora de los sistemas constructivos tradicionales, para que las construcciones cumplan con las normas parasísmicas.

© Stephane Ducrot

69

¿Porque no se construye más con tierra en la región pacífica?
Pourquoi on ne construit plus en terre dans la région pacifique ?

En 1972, Managua, la capitale du Nicaragua, est touchée par un tremblement de terre qui détruit la ville et qui dévaste, entre autre, de nombreuses constructions en terre. Suite à cet événement les gens ne font plus confiance à ce type de système constructif. Avec l'essor de la construction en ciment, la construction en terre, synonyme de pauvreté, n'intéresse plus la population. Selon Dulce Marta Guillén, les pratiques constructives actuelles ne respectent pas toujours les normes requises pour faire face aux désastres et aux intempéries, avec comme conséquence la dégradation et la destruction prématurée des constructions. La construction en adobe, dit-elle, a perdu les principales caractéristiques qui la rendaient fiable et durable. On assiste à une perte des savoir-faire. La construction en terre n'est enseignée que de façon marginale dans les instituts technologiques et à l'université.

En 1972, Managua, la capital de Nicaragua, se vió afectada por un terremoto que destruyó la ciudad y destruyó numerosas viviendas de tierra (entre otras). Como consecuencia de este suceso, la gente ya no tiene confianza en este tipo de sistema de construcción. Con el progreso de la construcción de cemento, la construcción de tierra, sinónimo de pobreza, ya no interesa a la población. Según Dulce María Guillén, las prácticas constructivas actuales no siempre respetan las normas requeridas para afrontar los desastres y las intemperies y esto tiene como consecuencia la degradación y destrucción prematura de las construcciones. La edificación de adobe ha perdido, según ella, las principales características que la hacían fiable y duradera. Se asiste a una pérdida de los conocimientos. Sólo se enseña la construcción en tierra de modo marginal en los institutos tecnológicos y en la universidad.

El patrimonio en tierra en Granada
Le patrimoine en terre à Granada

L'architecture de Granada est en partie de style dit colonial. Les édifices du centre historique sont construits en adobe et en taquezal. Malgré la beauté et la spécificité de ce patrimoine, sa pérennité est en danger car les règles de construction et de réhabilitation établies par la municipalité ne sont pas toujours respectées lors des interventions sur le bâti. C'est ainsi que l'on peut être témoin d'une transformation ou d'une restauration d'un bâtiment en terre avec l'utilisation de ciment, de briques cuites ou autres matériaux non adaptés. Le patrimoine architectural se dénature progressivement et peut devenir un danger potentiel à ou cohabitent désormais des matériaux qui ne réagissent pas de la même manière face aux changements de températures et aux tremblements de terre.

Parte de la arquitectura de Granada es de estilo colonial. Los edificios del centro histórico están construidos de adobe y taquezal. A pesar de la belleza y especificidad de este patrimonio, su estabilidad está en peligro porque las reglas de construcción y rehabilitación establecidas por el municipio no siempre son respetadas durante las intervenciones sobre el armazón. Así es como podemos ser testigos de una transformación o restauración de un edificio de tierra con el uso de cemento, ladrillos cocidos u otros materiales no adaptados. El patrimonio arquitectónico se desvalía progresivamente y puede convertirse en un peligro potencial en aquellos lugares en los que de repente conviven materiales que no reaccionan de la misma manera frente a los cambios de temperatura y a los terremotos.

61

Boutique solidaire

Toutes les publications d'Habitat-Cité sont disponibles en ligne sur le site helloasso.com ou par chèque à l'ordre d'Habitat-Cité (62, rue Vergniaud 75013 Paris).
Le livre «Construire en terre avec les femmes d'un bidonville» (74 pages) : 15 €

62, rue Vergniaud 75013 Paris
Tél. : 01.45.88.71.55
www.habitat-cite.org
association@habitat-cite.org

Crédits photos

- Almudena Albert et Benjamin Bourdon : pages 21, 23, 24, 25, 26, 28, 30, 31 (milieu), 34 et 35
- Stéphane Etienne : pages 2, 6, 13, 16, 20, 22, 23 (haut et bas), 31 (haut), 32, 33, 37 à 40 et 4ème de couverture
- Elise Gilliot : page 9
- Léna Mazilu : illustration page 10
- Les Engraineurs : pages 14, 15
- Clara Marchaud : 1ère de couverture, pages 4, 5 et 8
- Annabella Orange : pages 18 et 36
- Nadège Quintallet : pages 3, 19, 27 et 31 (bas)